



Tribunaux de l'environnement et de l'aménagement du territoire Ontario

**Commission de révision de l'évaluation foncière**

655 rue Bay, suite 1500 Toronto ON M5G 1E5 **Téléphone:** (416) 212-6349 **Sans Frais:** 1-866-448-2248

**Télexcopieur:** (416) 314-3717 **Sans Frais:** 1-877-849-2066 **Site Web:** www.elto.gov.on.ca

## DEMANDE/APPEL EN VERTU DE LA LOI DE 2006 SUR LA CITÉ DE TORONTO - ANNULATION, DIMINUTION, REMBOURSEMENT

Formule et instructions pour déposer une demande/un appel en vertu de la Loi de 2006 sur la cité de Toronto auprès de la Commission de révision de l'évaluation foncière, et renseignements pour se préparer à une audience.

**Nota :** N'utilisez cette formule que pour déposer une demande/un appel visant une annulation, une diminution ou un remboursement en vertu de la Loi de 2006 sur la cité de Toronto. N'utilisez pas cette formule pour présenter une plainte relative à une évaluation foncière (articles 33, 34 ou 40 de la Loi sur l'évaluation foncière), ni d'autres demandes, appels et/ou plaintes en vertu de la Loi de 2006 sur la cité de Toronto ou de la Loi de 2001 sur les municipalités. Il existe des formules spéciales pour les autres demandes, appels et plaintes. Les questions d'exemption d'impôt ne peuvent être réglées que par la Cour supérieure de justice.

**Avant le dépôt :** Communiquez avec la ville pour obtenir des renseignements sur le compte d'impôt et le processus de demande/d'appel. La CRÉF ne peut accepter de demandes déposées en vertu du paragraphe 323. (1) et de l'article 325 que si la ville l'a autorisée, par règlement, au même titre que le conseil municipal à rendre une décision sur les demandes présentées en vertu de la Loi de 2006 sur la cité de Toronto. Avant de vous adresser à la CRÉF, vérifiez que la municipalité a adopté un tel règlement. Aux termes du paragraphe 323. (8), vous pouvez interjeter appel auprès de la CRÉF si le conseil n'a pas pris de décision sur votre demande dans les délais prévus par la loi.

**Droits requis au moment du dépôt :** 25 \$ par appel. Votre plainte ne sera pas acceptée si elle n'est pas accompagnée des droits requis.

**Date limite de dépôt :** Les dates limites de dépôt sont fixées par la loi et ne peuvent être changées par la CRÉF. Les dates limites varient selon le type de demande ou d'appel que vous présentez.

**Important :** N'oubliez pas de joindre à votre appel copie des documents justificatifs demandés à la Partie 2 de la formule d'appel. La CRÉF ne peut pas savoir si votre appel a été déposé à temps sans ces documents.

**L'accessibilité :** Nous tenons à fournir les services que prévoit la Loi de 2005 sur l'accessibilité pour les personnes handicapées de l'Ontario. Si vous avez des besoins à cet égard, veuillez communiquer dès que possible avec notre coordonnateur ou coordonnatrice de l'information sur l'accessibilité.

**Les descriptions qui suivent sont des résumés – Reportez-vous à la Loi de 2006 sur la cité de Toronto pour obtenir le texte intégral.**

NUMÉRO DE SOUS-DISPOSITION, D'ALINÉA, DE PARAGRAPHE OU D'ARTICLE ET MOTIF DE LA DEMANDE/DE L'APPEL	DATE LIMITE DE DÉPÔT
<b>323. (1) a)</b> n'est plus imposable au taux qui avait été fixé en raison d'un changement de catégorie de biens immeubles; <b>b)</b> est devenu un bien-fonds vacant ou excédentaire; <b>c)</b> s'est vu exonéré; <b>d) (i)</b> a été démolie ou détruite, notamment par un incendie; <b>d) (ii)</b> a subi des dommages, notamment à cause d'un incendie ou de travaux de démolition; <b>f)</b> une unité mobile a été retirée; <b>g)</b> impôts excessifs par suite d'une erreur grossière ou manifeste, soit de fait ou d'écriture; <b>h)</b> réparations ou rénovations empêchant l'utilisation aux fins habituelles pendant au moins trois mois.	Au plus tard le 28 février de l'année qui suit celle que vise la demande.
<b>323. (7)</b> Appel d'une décision que le conseil municipal a prise à l'égard de la demande que vous avez présentée en vertu du paragraphe 323.(1).	Au plus tard 35 jours après que le conseil prend sa décision.
<b>323. (8)</b> Le conseil municipal n'a pas pris de décision à l'égard de la demande que vous avez présentée en vertu du paragraphe 323. (1).	Au plus tard le 21 octobre de l'année qui suit celle que vise la demande, si le conseil n'a pris aucune décision au plus tard le 30 septembre de l'année qui suit celle que vise la demande.
<b>323. (15)</b> Appel d'une décision que le conseil municipal a prise à l'égard de la demande du trésorier de réinscrire, en vertu du paragraphe 323. (13), les impôts ayant subi les adaptations nécessaires en vertu de l'alinéa 323. (1) d).	Au plus tard 35 jours après que le conseil prend sa décision.
<b>325</b> Erreur grossière ou manifeste dans l'établissement du rôle d'évaluation. (Voir les restrictions en matière de dépôt énoncées au paragraphe 325. (5).)  Nota: Si vous présentez une demande visant deux années d'imposition, elle sera traitée comme une seule demande et vous n'aurez à acquitter les droits qu'une seule fois.	Entre le 1 <sup>er</sup> mars et le 31 décembre de l'une ou l'autre des deux années qui précèdent celle de la demande, et pas avant au moins 61 jours après le dépôt du rôle d'évaluation si le délai imparti est prorogé.
<b>326. (6)</b> Appel d'une décision que le conseil municipal a prise à l'égard d'une demande du trésorier d'augmenter vos impôts en vertu du paragraphe 326. (1).	Au plus tard 35 jours après que le conseil prend sa décision.

Chaque année d'imposition est traitée comme une demande distincte/un appel distinct. Il faut présenter une formule distincte à la CRÉF pour chaque année d'imposition, sauf tel qu'indiqué à l'article 325.

**Instructions pour déposer une demande/un appel en vertu de la Loi de 2006 sur la cité de Toronto auprès de la Commission de révision de l'évaluation foncière**

## Partie 1 : Renseignements sur le bien

Pour remplir cette rubrique, reportez-vous à votre facture d'impôts fonciers municipaux ou à votre avis d'évaluation foncière.

**Numéro de rôle :** Le numéro de rôle est le numéro à 19 chiffres qui est attribué à chaque bien. Vérifiez qu'il est correctement retranscrit sur chaque page de la formule de demande/d'appel.

**Adresse municipale, et description du bien :** Inscrivez l'adresse du bien pour lequel vous déposez une demande/un appel en vertu de la Loi de 2006 sur la cité de Toronto.

**Langue préférée :** Cochez la case appropriée pour indiquer dans quelle langue vous préférez recevoir les services de la CRÉF, y compris les renseignements sur les audiences, les avis et autre matériel d'information publique.

## Partie 2 : Renseignements sur la demande/l'appel

**Motif de la demande/ de l'appel :** Cochez la case appropriée pour indiquer le motif de votre demande/appel. Ne cochez qu'une seule case. Veuillez noter que les numéros de dispositions légales applicables à la demande/l'appel mentionnés à la page 1 de la formule continuent en page 2. Il est possible de déposer une demande en vertu de l'article 325 pour plusieurs années d'imposition.

Suivez la même rangée, de gauche à droite, pour remplir la formule de demande/d'appel.

**Année d'imposition :** Inscrivez l'année ou les années d'imposition visées par votre demande/appel.

**Documents justificatifs :** La Commission de révision de l'évaluation foncière a besoin de documents justificatifs pour savoir si vous avez déposé votre appel en vertu de la Loi de 2006 sur la cité de Toronto dans les délais prévus par la loi. Cochez la case appropriée pour indiquer que vous avez joint copie des justificatifs à la formule d'appel.

Si vous n'avez pas de copie des documents justificatifs, n'attendez pas pour déposer votre appel. **Les dates limites de dépôt sont fixées par la loi et ne peuvent être changées.** Si vous ne présentez pas les documents requis avec votre appel, la CRÉF vous enverra un accusé de réception vous demandant copie des justificatifs.

**Date limite de dépôt :** Cette date est le dernier jour où une demande/un appel en vertu de la Loi de 2006 sur la cité de Toronto peuvent être déposés auprès de la Commission de révision de l'évaluation foncière. **Les dates limites de dépôt sont fixées par la loi et ne peuvent être changées.** Les dates limites varient selon les articles, paragraphes, alinéas ou sous-dispositions. Il est important de déposer votre demande/appel en vertu de la Loi de 2006 sur la cité de Toronto dans les délais prévus par la loi, car ils ne seront pas acceptés après la date limite.

## Partie 3 : Renseignements sur l'auteur de la demande/l'appelant

**Représentant :** Cochez la case appropriée pour indiquer si vous avez un représentant qui agira en votre nom à l'égard de la demande/de l'appel. Dans l'affirmative, veuillez remplir les Parties 3 et 4 de la formule.

**Propriétaire :** Cochez la case appropriée pour indiquer que vous êtes le propriétaire du bien.

**Coordonnées :** Veuillez fournir les coordonnées de la personne-ressource, y compris ses nom, adresse et numéro(s) de téléphone.

**Nota : Vous devez informer la Commission de révision de l'évaluation foncière par écrit de tout changement d'adresse ou de numéro de téléphone.**

**Les renseignements personnels demandés dans le présent formulaire sont recueillis en vertu de divers articles de la Loi de 2001 sur les municipalités. Tous les renseignements relatifs à l'appel, y compris votre nom et vos coordonnées, seront rendus publics et utilisés par la Commission de révision de l'évaluation foncière (CRÉF) dans le cadre de ses activités et en vue du règlement des appels. Pour obtenir de plus amples renseignements sur la CRÉF, rendez-vous au [www.elto.gov.on.ca/fr](http://www.elto.gov.on.ca/fr).**

## Partie 4 : Autorisation de représentation

Si vous avez choisi une personne pour agir en votre nom, veuillez fournir ses nom, adresse, numéro de téléphone, numéro de télécopieur et courriel. Vous devrez signer cette rubrique et remettre copie de la formule à votre représentant. Si vous avez remis une lettre ou une autre forme d'autorisation écrite à votre représentant, vérifiez qu'il a coché la case appropriée de cette rubrique pour confirmer qu'il a bien reçu votre autorisation écrite

## Partie 5 : Comment déposer une demande/un appel

Il y a plusieurs façons de déposer une demande/un appel. Choisissez-en UNE parmi les options suivantes :

**Par la poste :** Commission de révision de l'évaluation foncière, 655, rue Bay, bureau 1500, Toronto (Ontario) M5G 1E5

**Par télécopieur :** (416) 314-3717 ou 1-877-849-2066 (sans frais) (pour demandes, appels et plaintes seulement)

**En personne :** 655, rue Bay, 15<sup>e</sup> étage (côté est de la rue Bay, au nord de la rue Dundas)

Ne déposez votre demande QU'UNE SEULE fois. Si vous craignez qu'elle n'ait pas été reçue et décidez de présenter à nouveau les documents, veuillez apposer la mention COPIE sur le nouvel envoi pour éviter de payer deux fois.

La CRÉF vous enverra un accusé de réception par la poste une fois qu'elle aura reçu votre demande/appeal, puis un avis d'audience une fois qu'une date d'audience aura été fixée.

**Nota :** Si vous échangez de la correspondance avec la CRÉF après avoir déposé votre demande/appeal en vertu de la Loi de 2006 sur la cité de Toronto, vous devez en envoyer copie à toutes les parties.

## Partie 6 : Droits requis au moment du dépôt

- **Si vous envoyez votre demande/appeal en vertu de la Loi de 2006 sur la cité de Toronto par télécopieur**, vous devez régler les droits par carte VISA ou MasterCard, en devises canadiennes. N'oubliez pas de fournir le numéro de la carte de crédit, la date d'expiration, ainsi que le nom et la signature du titulaire de la carte.
- **Si vous envoyez votre demande/appeal en vertu de la Loi de 2006 sur la cité de Toronto par la poste**, vous pouvez régler les droits par carte de crédit, chèque ou mandat, en devises canadiennes, libellé à l'ordre du **ministre des Finances**. Veuillez inscrire le ou les numéros de rôle au recto du chèque ou du mandat. **N'envoyez pas d'argent en espèces par la poste**. Si une institution financière nous renvoie votre chèque, nous vous facturerons des frais d'administration de 35 \$.
- **Si vous déposez votre demande/appeal en vertu de la Loi de 2006 sur la cité de Toronto en personne**, vous pouvez régler les droits en espèces, par chèque, par mandat, par carte de débit ou par carte de crédit.

**Les droits versés au moment du dépôt ne sont pas remboursables.** Nous vous enverrons un **accusé de réception** par la poste une fois que nous aurons reçu votre demande/appeal, puis un **avis d'audience** une fois qu'une date d'audience aura été fixée.

**Les renseignements fournis à la rubrique Droits requis au moment du dépôt sont confidentiels. Ils serviront uniquement au traitement de votre demande/appeal et ne seront pas conservés dans nos dossiers.**

Pour un complément d'information, appelez la Commission de révision de l'évaluation foncière au 416 212-6349, 1-866-448-2248 (sans frais), ou consultez notre site Web à : [www.elto.gov.on.ca](http://www.elto.gov.on.ca).

## Comment vous préparer à l'audience

1. Rassemblez les renseignements dont vous aurez besoin pour présenter votre affaire, notamment :
  - la demande initiale que vous avez présentée au conseil municipal et la décision qui a été prise (si vous interjetez appel d'une décision du conseil municipal);
  - votre facture d'impôts fonciers;
  - tout renseignement factuel, notamment les documents dont vous aurez besoin pour présenter votre affaire.
2. Communiquez avec la municipalité pour discuter de votre affaire.
3. Réfléchissez à la façon dont vous allez présenter votre affaire à la Commission.
  - Choisissez les documents que vous allez fournir à la Commission lors de l'audience.
    - Lors de l'audience, apportez des photocopies de tous les documents justificatifs que vous aimeriez soumettre à l'examen de la Commission. Nous vous suggérons de faire trois copies de chaque document : une pour la Commission, une pour la municipalité, et une pour vous.
  - Décidez s'il y a lieu de faire appel à des témoins, en dehors de vous-même, qui viendront déposer à l'audience.
    - Dans l'affirmative, communiquez avec les témoins dès que vous aurez reçu l'avis d'audience pour les informer de la date, de l'heure et du lieu de l'audience.
    - Au besoin, vous pouvez obtenir une assignation à témoin du registraire de la Commission.
  - Demandez-vous s'il serait utile pour les parties d'échanger leurs documents avant l'audience.
    - Demandez à la municipalité copie des documents qu'elle présentera à l'appui de sa position.
    - Avant l'audience, demandez-vous s'il serait utile de fournir à la municipalité copie des documents sur lesquels vous fonderez vos arguments.

**À ce stade du processus, retirez les feuillets d'instructions (pages 1, 2 et 3) de la formule de demande/d'appel qui suit, et conservez les conseils sur la façon de vous préparer à l'audience.**



**Numéro de rôle :**

--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

**Partie 2 : Renseignements sur la demande/l'appel – Suite**

**Article 323 – ÉTAPE 1**

NE COCHEZ QU'UN SEUL MOTIF À L'APPUI DE VOTRE DEMANDE/APPEL	ANNÉE D'IMPOSITION VISÉE PAR L'APPEL	DOCUMENTS JUSTIFICATIFS À JOINDRE À CETTE FORMULE D'APPEL	DATE LIMITE DE DÉPÔT
<input type="checkbox"/> <b>Demande : paragraphe 323. (1)</b> La municipalité a autorisé, par règlement, la CRÉF à traiter ces demandes. Dans la négative, adressez-vous à la municipalité.	_____	Aucun	Au plus tard le 28 février de l'année qui suit celle que vise la demande.
<b>OU</b>			
<input type="checkbox"/> <b>Appel : paragraphe 323. (7)</b> Appel d'une décision prise par le conseil municipal à l'égard de la demande que vous avez présentée en vertu du paragraphe 323. (1).	_____	Joignez une copie de la décision que vous avez reçue de la municipalité.  <input type="checkbox"/> J'ai joint une copie.	Au plus tard 35 jours après que le conseil prend sa décision.
<b>OU</b>			
<input type="checkbox"/> <b>Appel : paragraphe 323. (8)</b> Le conseil municipal n'a pas pris de décision à l'égard de la demande que vous avez présentée en vertu du paragraphe 323. (1).	_____	Joignez une copie de la demande que vous avez présentée à la municipalité  <input type="checkbox"/> J'ai joint une copie.	Au plus tard le 21 octobre de l'année qui suit celle que vise la demande, si le conseil n'a pris aucune décision au plus tard le 30 septembre de l'année qui suit celle que vise la demande.

**ET**

**Article 323 – ÉTAPE 2**

**NE COCHEZ QU'UN SEUL MOTIF À L'APPUI DE VOTRE DEMANDE/APPEL**

- |  |  |
|--|--|
| <input type="checkbox"/> a) n'est plus imposable au taux qui avait été fixé en raison d'un changement de catégorie de biens immeubles;<br><br><input type="checkbox"/> b) est devenu un bien-fonds vacant ou excédentaire;<br><br><input type="checkbox"/> c) s'est vu exonéré;<br><br><input type="checkbox"/> d) (i) a été démoli ou détruit, notamment par un incendie; | <input type="checkbox"/> d) (ii) a subi des dommages, notamment à cause d'un incendie ou de travaux de démolition;<br><br><input type="checkbox"/> f) une unité mobile a été retirée;<br><br><input type="checkbox"/> g) impôts excessifs par suite d'une erreur grossière ou manifeste, soit de fait ou d'écriture;<br><input type="checkbox"/> h) réparations ou rénovations empêchant l'utilisation aux fins habituelles pendant au moins trois mois. |
|--|--|

**OU**

NE COCHEZ QU'UN SEUL MOTIF À L'APPUI DE VOTRE APPEL	ANNÉE D'IMPOSITION VISÉE PAR L'APPEL	DOCUMENTS JUSTIFICATIFS À JOINDRE À CETTE FORMULE D'APPEL	DATE LIMITE DE DÉPÔT
<input type="checkbox"/> <b>Appel : paragraphe 323. (15)</b>  Appel d'une décision que le conseil municipal a prise à l'égard de la demande du trésorier de réinscrire, en vertu du paragraphe 323. (13), les impôts ayant subi les adaptations nécessaires en vertu de l'alinéa 323. (1) d).	_____	Joignez une copie de la décision que vous avez reçue de la municipalité.  <input type="checkbox"/> J'ai joint une copie.	Au plus tard 35 jours après que le conseil prend sa décision.

**OU**

<input type="checkbox"/> <b>Appel : paragraphe 326. (6)</b>  Appel d'une décision que le conseil municipal a prise à l'égard d'une demande du trésorier d'augmenter vos impôts en vertu du paragraphe 326. (1).	_____	Joignez une copie de la décision que vous avez reçue de la municipalité.  <input type="checkbox"/> J'ai joint une copie.	Au plus tard 35 jours après que le conseil prend sa décision.
---	-------	--	---

**Numéro de rôle :**

**Partie 3 : Renseignements sur l'auteur de la demande/l'appelant**

Avez-vous un représentant?  Oui  Non *Dans l'affirmative, remplissez les Parties 3 et 4.*

Êtes-vous le propriétaire du bien?  Oui  Non

Nom de famille : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Nom de la société (le cas échéant) : \_\_\_\_\_

Adresse postale : \_\_\_\_\_

Rue App./Bureau/Unité n° Ville

Province Pays (si autre que le Canada) Code postal

N° de téléphone au bureau ou autre : \_\_\_\_\_ N° de téléphone au domicile : \_\_\_\_\_

N° de télécopieur : \_\_\_\_\_ Courriel : \_\_\_\_\_

Signature de l'auteur de la demande/de l'appelant : \_\_\_\_\_

**Nota : Vous devez informer la Commission de révision de l'évaluation foncière par écrit de tout changement d'adresse ou de numéro de téléphone.**

Les renseignements personnels demandés dans le présent formulaire sont recueillis en vertu de divers articles de la *Loi de 2001 sur les municipalités*. Tous les renseignements relatifs à l'appel, y compris votre nom et vos coordonnées, seront rendus publics et utilisés par la Commission de révision de l'évaluation foncière (CRÉF) dans le cadre de ses activités et en vue du règlement des appels. Pour obtenir de plus amples renseignements sur la CRÉF, rendez-vous au [www.elto.gov.on.ca/fr](http://www.elto.gov.on.ca/fr).

**Partie 4 : Autorisation de représentation**

J'autorise par la présente la société et/ou la personne désignée à me représenter :

Nom de la société (le cas échéant) : \_\_\_\_\_

Nom de famille : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse postale : \_\_\_\_\_

Rue App./Bureau/Unité n° Ville

Province Pays (si autre que le Canada) Code postal

N° de téléphone : \_\_\_\_\_ N° de télécopieur : \_\_\_\_\_

Courriel : \_\_\_\_\_

Signature de l'auteur de la demande/de l'appelant : \_\_\_\_\_

**Nota : Les représentants qui ne sont pas conseils légaux DOIVENT confirmer qu'ils ont une autorisation écrite en cochant la case ci-dessous.**

J'atteste que j'ai reçu l'autorisation écrite de l'auteur de la demande/de l'appelant d'agir en tant que son représentant à l'égard de cette demande/cet appel, et je comprends que l'on peut me demander de produire cette autorisation à tout moment.

**Nota :** Quiconque en Ontario fournit des services juridiques doit être muni d'un permis, à moins que la Loi sur le Barreau ne s'applique pas à ce groupe ou particulier ou que ce groupe ou particulier soit exempté par un règlement administratif du Barreau. Le règlement administratif 4 exempté les personnes dont la profession ou l'occupation ne consiste pas à fournir des services juridiques ou à exercer le droit et qui fournissent des services juridiques à titre occasionnel seulement sans recevoir de rétribution. Pour avoir des renseignements sur l'accès à la profession, veuillez consulter le site Web du Barreau du Haut-Canada [www.lsuc.ca](http://www.lsuc.ca) ou composez 416-947-3315 ou 1-800-668-7380.

rôle :

## Partie 5 : Comment déposer une demande/un appel

Choisissez l'UNE des options suivantes pour déposer votre demande/appel :

**Par la poste :** Commission de révision de l'évaluation foncière, 655, rue Bay, bureau 1500, Toronto (Ontario) M5G 1E5

**Par télécopieur :** (416) 314-3717 ou 1-877-849-2066 (sans frais) (pour demandes, appels et plaintes seulement)

**En personne :** 655, rue Bay, 15<sup>e</sup> étage (côté est de la rue Bay, au nord de la rue Dundas)

**Pour de plus amples renseignements, appelez le 416 212-6349, (sans frais) 1-866-448-2248, ou consultez notre site Web à : [www.elfto.gov.on.ca](http://www.elfto.gov.on.ca).**

**Ne déposez votre demande QU'UNE SEULE fois. Si vous craignez qu'elle n'ait pas été reçue et décidez de présenter à nouveau les documents, veuillez apposer la mention COPIE sur le nouvel envoi pour éviter de payer deux fois.**

## Partie 6 : Droits requis au moment du dépôt

Total des droits acquittés \_\_\_\_\_ \$ par :  chèque  mandat **OU**

carte de crédit :  Visa  MasterCard

N<sup>o</sup> de la carte de crédit : \_\_\_\_\_ Date d'expiration : \_\_\_\_/\_\_\_\_  
mois année

Nom du titulaire de la carte : \_\_\_\_\_

Signature du titulaire de la carte: \_\_\_\_\_

- Si vous **ne** payez **pas** par carte de crédit, le versement des droits doit s'effectuer par chèque ou mandat, en devises canadiennes, libellé à l'ordre du **ministre des Finances**. N'oubliez pas d'inscrire le ou les numéros de rôle au recto du chèque ou du mandat. **N'envoyez pas d'argent en espèces par la poste.**
- Si vous payez par carte VISA ou MasterCard, **la Commission acceptera une demande transmise par télécopieur à condition qu'elle contienne tous les renseignements exigés ci-dessus.**
- **Si une institution financière nous renvoie votre chèque, nous vous facturerons des frais d'administration de 35 \$.**
- **Les droits ne sont pas remboursables.**
- Nous vous enverrons un **accusé de réception** suivi d'un **avis d'audience**.

*Les renseignements fournis à la rubrique Droits requis au moment du dépôt sont confidentiels.  
Ils serviront uniquement au traitement de la demande/de l'appel et ne seront pas conservés dans nos dossiers.*

### Réservé au bureau :

Droits reçus : \_\_\_\_\_ \$ \_\_\_\_\_ espèces \_\_\_\_\_ chèque \_\_\_\_\_ mandat \_\_\_\_\_ carte de crédit

Vérifié par : \_\_\_\_\_